

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
15 avril 1976

No 471

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Extension du mouvement étudiant

La lutte des étudiants s'étend comme une trainée de poudre et connaît un durcissement. Ce sont là deux aspects dominant la situation actuelle. La grève est reconduite massivement là où elle avait déjà lieu, et la solidarité s'exerce de plus en plus avec les autres luttes. D'autre part elle a été votée mardi dans de nombreux autres endroits : à Sceaux, Epinal, Mulhouse (à l'IUT), Nice, Rennes (fac de Sciences), Le Mans, Nancy (Droit et Sciences, ainsi que les profs de physique), A Marseille 2, les profs de l'UER dentaire ont voté la grève illimitée et se sont déclarés solidaires des étudiants. Une journée «portes ouvertes» est organisée aujourd'hui mercredi à Censier. A St-Etienne une manifestation a eu lieu avec les lycéens.

Une cinquantaine d'étudiants de l'école nationale «Louis Lumière» de photo, son et cinéma, occupent depuis mardi 16 heures les locaux de l'administration et sequestrent leur directeur. Leurs revendications concernent une augmentation des crédits et l'aménagement de nouveaux locaux. Les 136 étudiants de l'école ont commencé leur mouvement le 10 mars et avaient organisé le 7 avril, un forum auquel assistaient des personnalités de la profession.

Le proviseur du lycée de Gonesse (Val-d'Oise) a été séquestré à 11 h 50, mardi matin, dans son bureau par environ 70 de ses élèves ainsi que sa secrétaire, le censeur et le président des parents d'élèves de l'établissement.

Les élèves entendent ainsi protester contre la loi Haby et apporter leur appui aux étudiants dans leur lutte contre le projet de réforme de l'enseignement supérieur.

A Toulouse, il y a eu mardi après-midi des affrontements violents entre les étudiants et les flics, au cours d'une manifestation organisée par «le comité de grève de l'université de Toulouse-Le Mirail». Deux policiers ont été légèrement blessés, 26 manifestants ont été interpellés. Après s'être rassemblés dans le centre ville, 1 500 à 2 000 étudiants ont défilé devant le palais de justice puis devant le rectorat. (Suite p. 3)

Cables de Lyon, faculté de Nanterre

SOLIDARITE

Lundi 12 en AG à la faculté de Nanterre a été discuté politiquement le principe d'un soutien concret aux travailleurs de Câbles de Lyon qui luttent eux aussi contre la répression.

Une motion de soutien a été adoptée à l'unanimité (cf page 5).

Une collecte a atteint presque 500 F.

Mardi 13, une manifestation a quitté Nanterre pour se placer derrière les banderoles de la section CGT des Câbles de Lyon qui était à l'initiative de la manifestation de popularisation à travers les rues de Clichy.

Environ 300 étudiants ont donc repris les mots d'ordre scandés par les travailleurs des Câbles, à majorité immigrés (environ 200) : Français-immigrés mêmes patrons, même combat.

Étudiants-travailleurs, solidarité. Population de Clichy, solidarité.

La répression nous l'écrasera.

Non à la répression. Oui aux revendications.

Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat.

Puis à la fin, après une prise de parole : Ce n'est qu'un début continuons le combat.

Manifestation combative, ponctuée de chants révolutionnaires, d'explications sur la répression contre la-

quelle les travailleurs des Câbles luttent, et d'appel à la population à rejoindre les manifestants (hôpital Beaujon, CES, rues commerçantes, cité HLM...)

Manifestation qui marque une étape concrète dans la solidarité des ouvriers et des étudiants rangés sur des positions qui vont dans le sens des intérêts du peuple et de la révolution prolétarienne, expérience riche de contenu.

Manifestation qui suscite des discussions parmi les étudiants :

1/ Au début les étudiants, craignant de défilier derrière les Z'élus «communistes», hésitaient à participer à la manif ; mais ils ont vite compris que ce n'est pas par rapport aux traîtres qu'on se détermine. On se détermine par rapport aux travailleurs qui se battent sur des positions de classe, qui luttent à l'intérieur de leur syndicat pour faire triompher la ligne prolétarienne contre la ligne bourgeoise, la ligne des compromis et de la division.

2/ La manif a permis de mettre en valeur la ligne de l'UNEF syndicat-bidon du PCF sur les facs : refus de donner à la collecte (y aurait-il de «bonnes» et de «mauvaises» sections syndicales CGT ?), tentative de diviser les ouvriers en lutte et les étudiants déterminés à

les soutenir en rejetant une banderole mettant l'accent sur tout ce qui peut unir (étudiants en grève, travailleurs en lutte, solidarité, ou Nanterre-fac, Câbles de Lyon tous unis contre la répression) pour proposer une banderole «Abrogation de la réforme Soisson» qui en l'occurrence ne permettait pas d'unifier les manifes-

tants. Et puis... absence des gens de l'UNEF à la manif !

Leur attitude a permis de faire comprendre que quand ils parlent de solidarité entre travailleurs et étudiants, c'est seulement quand il s'agit de crier plus nombreux leurs mots d'ordre sur le Programme commun.

(Suite page 4)

Bourgogne Electronique (Dijon) Après 4 semaines de grève

Interview d'un membre du comité de grève

Jusqu'à maintenant, les entrevues avec la direction n'ont rien donné de satisfaisant. Les travailleurs sont entrés dans leur 5e semaine de lutte, nos camarades de Dijon ont interviewé un membre du Comité de grève qui fait le point.

Les dirigeants de la CGT se sont montrés très peu actifs dans la lutte, mais jusqu'à maintenant ils ne l'ont pas trahie ouvertement (ils n'ont pas appelé à la reprise lundi comme le craignaient beaucoup de grévistes).

Rappelle-nous les revendications des travailleurs.

400 F pour tous, 5e semaine de congés payés, refus de la nouvelle grille de classification, les ponts payés, les 40 heures sans diminution de salaires, paiement des jours de grève.

de l'animation de la grève. Plusieurs films ont été passés dont celui de Lip, Nuits et Brouillards ; collectes, chargée des contacts avec les autres entreprises des collectes ; piquet de grève ; crèche.

Il y a une AG tous les jours et même parfois 2.

Le comité de grève se réunit avant et après.

(Suite page 4)

Comment est organisée la lutte ?

La 1ère AG a élu un comité de grève qui n'est pas composé d'élus syndicaux. Ceci pour que le maximum de travailleurs prennent part à la lutte. Ce comité est représentatif des ateliers de l'entreprise.

Le comité après ses réunions fait une mise en commun avec les délégués.

Plusieurs commissions ont été créées : propagande, chargée de faire les tracts de popularisation et la popularisation ; animation, chargée de l'organisation des galas,

KIEU SAMPHAN, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CAMBODGE

Kieu Samphan a été élu président de la République démocratique du Cambodge au cours de la session de l'Assemblée populaire qui s'est réunie à Phnom-Penh du 11 au 13 avril, annonce Radio Cambodge mercredi.

Sor Pohm a été élu premier vice-président et Nihm Ross second vice-président, indique encore la radio. Le chef du gouvernement est Pol Pos.

Ieng Sary est vice-premier ministre chargé des Affaires étrangères et Ouan Ditch second vice-premier ministre, précise encore la radio. Son Sen est ministre de la Défense et U Nim ministre de l'Information.

Voir article en page 2 : «Cambodge, un an après : la bataille du riz est déjà gagnée».

Renvoi du procès de l'assassin de Mohamed Diab

Comment croire encore à la «justice» bourgeoise ? Le procès de l'assassin de Mohamed Diab est encore repoussé. Le prétexte invoqué cette fois-ci ? Un certificat médical justifiant l'absence de l'accusé, le sous-brigadier Marquet. «J'ai reçu lundi le certificat médical sans même une lettre d'accompagnement» a dit le président de la 11e Chambre de la cour d'appel.

Mes Gisèle Halimi et Ben Abdallah, avocats de la famille Diab, ont également fait part de leur étonnement : «Il s'agit, ont-ils dit, d'une mise en scène intolérable. Le sous-brigadier Marquet est un malade imaginaire puisque son certificat médical en date de vendredi et qu'il a été vu samedi dans les rues de Versailles. Nous verserons au dossier ces témoignages.»

Décidément, on ne peut pas penser un seul instant que la bourgeoisie puisse se juger elle-même et démasquer ses pratiques criminelles vis-à-vis des travailleurs et en particulier de nos frères immigrés.

Déjà, en octobre 1975, après avoir consacré trois jours à l'examen des faits, le tribunal correctionnel de Versailles s'était déclaré «incompétent» afin de permettre le renvoi du sous-brigadier devant une cour d'assises. Sur les conseils de son avocat, Me Cadot, le flic Marquet avait fait appel. Mais le procès de cet assassin, avec ce nouvel événement, n'est pas prêt d'être fait. La justice bourgeoise espère sans doute que le flic meure de vieillesse ou de maladie avant ?

GRAND MEETING DE SOUTIEN A LA JEUNESSE PALESTINIENNE

Vendredi 16 avril à 20h30

salle de la Mutualité

24, rue St-Victor Paris-5e
(métro Maubert-Mutualité)

A l'appel de
LA JEUNESSE COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE
avec la participation d'une délégation
DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA GUPS
(Union générale des étudiants palestiniens)
et le soutien de «L'HUMANITÉ-ROUGE»



Prague

LA VOIX DE SON MAITRE

André Kirilenko, secrétaire du Comité central du PCUS a osé invoqué mardi, à la tribune du XV^e congrès du PC tchécoslovaque, la notion «d'internationalisme prolétarien», transmettant au congrès «les salutations les plus cordiales de Brejnev».

Les salutations des sociaux-impérialistes, le peuple tchécoslovaque en connaît le prix, lui dont le pays est occupé par les chars et les troupes soviétiques depuis bientôt 8 longues années, l'économie pillée au profit du «grand frère» russe.

Le «Rude Pravò», organe central du PC tchécoslovaque, atteint lui les sommets du cynisme le plus ignoble en écrivant : «La grande vérité historique selon laquelle il n'y aurait pas de Tchécoslovaquie sans l'Union soviétique est ancrée à jamais dans la conscience des masses laborieuses tchécoslovaques» !

Ces masses laborieuses tchécoslovaques exploitées, réprimées, baillonnées, bref «normalisées», n'ont pas actuellement la possibilité de cracher ouvertement leur haine et leur mépris contre l'occupant et ses valets.

Mais le fait qu'au sein même du parti tchécoslovaque, 1/3 des membres aient été éliminés depuis 1968, un plus grand nombre encore de cadres de l'Etat «épurs», témoigne de l'hypocrisie monstrueuse de ces propos.

Si le parti révisionniste se vante d'avoir surmonté cet hémorragie, il oublie de préciser que depuis le début de la «normalisation», l'accès aux postes de responsabilité dans tous les secteurs de la vie quotidienne et aux études supérieures est désormais le plus souvent conditionné par l'appartenance au parti !

Malte

UNE VOIX COURAGEUSE

Un petit pays comme Malte peut tenir un langage indépendant et courageux.

Au cours d'une conférence prononcée à l'université d'Athènes, le premier ministre maltais, Dominique Mintoff en a donné la preuve en déclarant :

«Il est vital de fermer le quartier général de l'OTAN (à Malte) afin que nous puissions nous débarrasser du contrôle d'une des superpuissances. Mais en même temps, nous n'avons aucune intention de nous placer du côté de l'Union soviétique. Car notre objectif, c'est le non-alignement.»

Mintoff a ajouté qu'il y avait en Méditerranée une flotte américaine et une flotte soviétique. «La présence continue des flottes aura pour effet certain de séparer les pays méditerranéens les uns des autres et de les attirer vers l'un des deux pôles. Nous ne pouvons pas accepter de considérer leur présence prolongée dans notre Méditerranée comme une nécessité. Nous n'aimons pas qu'elles interviennent dans nos affaires intérieures», a-t-il conclu.



Cambodge, un an après (1)

LA BATAILLE DU RIZ EST DEJA GAGNEE

Une nouvelle et gigantesque campagne de presse est actuellement orchestrée contre le jeune Cambodge démocratique qui se prépare à fêter avec éclat, le 17 avril prochain, le premier anniversaire de sa libération de l'agresseur américain et de la poignée de traîtres locaux à sa solde. C'est le «Times» qui «révélaient» la semaine dernière qu'il y avait eu au Cambodge 500 000 morts depuis la libération. Le «Times» se trompe ; non, plutôt, le «Times» veut nous tromper grossièrement, effrontément. Ce n'est pas 500 000 mais 800 000 morts qu'il y a eu au Cambodge, et pas depuis la libération glorieuse du pays mais au cours des 5 années de lutte héroïque qui se sont soldées par la victoire du peuple. Morts au front sous les bombes des B 52, dans les manifestations mitraillées par les GI'S, dans les prisons de Lon Nol. Ce sont les mêmes raisons qui font que le «Times» et consorts n'ont jamais parlé de ces 800 000 morts bien réels ceux-là, qui les conduisent aujourd'hui à inventer ces 500 000 morts fictifs : la haine et la peur qu'inspire la victorieuse guerre du peuple contre l'impérialisme et la réaction.

La campagne réactionnaire contre le Cambodge ne date pas d'aujourd'hui. Dès la libération de Phnom-Penh qui couronnait l'irrésistible force d'un peuple, si peu nombreux soit-il, animé d'une cause juste, mensonges et calomnies se répandaient plus énormes, plus grotesques les uns que les autres. En tout premier celui qui expliquait que les «Khmers rouges» avaient, par la force, vidé la capitale de tous ses habitants et les conduisaient toujours par la force aux travaux forcés à la campagne.

Il faut faire justice de ces mensonges dignes de Goebbels.

Avant même que le Cambodge soit libéré totalement l'impérialisme US savait qu'il allait à la défaite. Il avait déjà établi un plan pour se récupérer dans cette défaite. Ce plan le voici.

cette population. Il n'existait plus de camion, pas de train et les voies de communication étaient détruites à 80 %. Les Américains spéculaient donc sur le mécontentement de cette population affamée pour fomenter des troubles et reprendre le pouvoir dans les 6 mois. Ils espéraient que cette armée de paysans «qui les forçait à déguerpir» se laisserait corrompre par la ville.

Au lendemain de la libération, le pays était ravagé, détruit, un champ de ruine. Mais le pouvoir populaire s'était forgé dans l'adversité. Il savait pouvoir s'appuyer sur son peuple, un peuple démuné de tout, mais politiquement conscient et en armes. Et le problème le plus urgent, celui des vivres, a été résolu par le nouveau Cambodge en préservant son indépendance et sa dignité.



Les femmes cambodgiennes des forces armées de libération participent à la bataille du riz.

Plus de deux millions d'habitants avaient été regroupés de force dans les zones que l'ennemi occupait encore provisoirement, particulièrement à Phnom-Penh. La population était nourrie exclusivement par un pont aérien américain. Les USA savaient qu'il serait impossible au futur pouvoir démocratique de ravitailler toute

Les dirigeants du Cambodge se sont adressés à l'énorme population regroupée dans Phnom-Penh. Ils lui ont demandé d'aller chercher les vivres là où ils sont : à la campagne. Mais cela n'a été possible que parce que de longue date, cela avait été pensé et prévu.

La population des zones déjà libérées était déjà pré-

parées depuis longtemps, dès le début de la lutte, à recevoir cette nouvelle population, à l'aider à s'installer. Dès 1973, en pleine guerre, des stocks de riz étaient constitués à cette intention. On les avait un peu écornés toutefois avant la libération, pour offrir du riz aux peuples du Sahel victimes de la sécheresse de la terre et du cœur des impérialistes.

Ainsi, dès la guerre, tous les problèmes de l'après-guerre avaient été réfléchis, les réserves de riz dispersées pour être moins vulnérables aux bombardements, les plans de culture établis en fonction des années à venir.

Aujourd'hui, le peuple est encore pauvre. Mais le problème le plus criant, celui de la nourriture a été dominé. C'est maintenant officiel, moins d'un an après la libération, la récolte de riz a été excellente ; elle est déjà excédentaire pour les besoins du pays. Regroupé en coopératives, enthousiaste, tout le peuple est mobilisé désormais pour gagner la bataille de la production.

L'impérialisme américain n'a pas digéré cet affront. Vaincu militairement il espérait revenir économiquement, rendre son «aide» indispensable. Il considère que ce petit pays qui va de l'avant en comptant sur ses propres forces est décidément un très mauvais exemple pour les autres.

De son côté l'URSS ne décolère pas que le Cambodge affaibli, ravagé, entende édifier son économie sans solliciter ses conseils, son aide, ses «experts», se montre, dans la paix comme dans la guerre, jaloux de son indépendance et de sa liberté. C'est ce qui explique que tant de calomnies se déversent sur le Cambodge. Mais somme toute, les ennemis du peuple cambodgien ne sont pas si nombreux. Innombrables au contraire sont ses amis, tous les peuples de la terre qui puisent dans son exemple et ses victoires espoir, confiance et détermination à vaincre.

(A suivre)



NOUVELLES REVELATIONS DU PRESIDENT SADATE

«L'abrogation du traité égypto-soviétique a été motivée par la réponse que j'ai reçue de l'Inde après quatre mois d'attente au cours desquels ce pays a fait de son mieux pour convaincre les Soviétiques de l'autoriser à s'occuper de la maintenance de nos «Mig 21» et de la fourniture des pièces détachées qui nous sont nécessaires», a déclaré à Vienne le président Sadate aux journalistes égyptiens qui l'accompagnent dans sa tournée européenne.

Le chef de l'Etat égyptien, a encore déclaré qu'il trouvait excusable que les pays de l'Est «recevant des ordres» ne puissent fournir aux besoins de l'Egypte. Mais, le refus de l'Inde, un des trois fondateurs des pays non-alignés, est une décision bien grave, à laquelle je devais faire face».

«Le fait que l'URSS nous tienne la dragée haute et essaye de faire pression sur moi, même au sein des pays non-alignés est une affaire inacceptable. J'ai donc décidé d'abroger le traité», a-t-il précisé.

GREVES A SAN FRANCISCO

La grève des ouvriers spécialisés de la municipalité de San Francisco se poursuit depuis 15 jours. La ville est totalement privée de transports en commun, en raison des piquets de grève mis en place par les grévistes. Les employés d'une compagnie privée d'autocars de banlieue sont également en grève ainsi que les chauffeurs de taxis.

MIGS SOVIETIQUES AU-DESSUS DE LA SUISSE

Les militaires suisses s'inquiètent ouvertement du fait qu'ils sont dépourvus de tout moyen de défense contre les vols d'espionnage des Mig 25 soviétiques «qui volent si vite et si haut qu'ils peuvent se balader insolemment au-dessus de l'Europe occidentale», écrit mardi la presse suisse. Les vols de reconnaissance soviétiques, officiellement reconnus il y a 18 mois se poursuivent à un rythme rapide.

Basés en RDA, à Brieg, près de Dresde, et à Gdansk, en Pologne, ces espions du ciel survolent régulièrement la France, la Suisse, la RFA, la Grande-Bretagne et les pays scandinaves ainsi que la Méditerranée et l'océan Atlantique, suscitant de plus en plus de colère dans les pays dont ils violent la souveraineté aérienne.

NOUVEAUX SUCCES POUR LE FRETILIN

La radio du Timor Oriental annonce une nouvelle série de revers militaires essuyés par les forces d'agression indonésiennes.

Au début du mois, venant de trois directions les troupes indonésiennes ont attaqué le village d'Emera. Sans succès. Elles ont dû se replier en abandonnant de nombreux morts, un tank et deux chars blindés.

Près de Dili, la capitale occupée, le quartier général des agresseurs a été bombardé à coup de mortiers. Plus de 60 soldats indonésiens ont été tués et un lot d'armes et de munitions saisis par l'armée populaire de libération dirigée par le FRETILIN.

Que faire en cas d'interpellation

Quand la bourgeoisie renforce sa répression sur le peuple et ses militants révolutionnaires, c'est mauvais signe pour elle. Cela veut dire que, face à la montée des luttes contre son oppression odieuse, la bourgeoisie a peur et n'a plus qu'une seule solution : frapper pour tenter de conserver ses pouvoirs. C'est la dictature de la bourgeoisie. Ainsi, face à cette augmentation de la répression, les travailleurs et les militants révolutionnaires ne doivent pas se laisser impressionner mais, au contraire, comprendre que c'est le début de la fin pour la bourgeoisie et qu'il faut tout faire pour rapprocher cette fin.

Aussi lorsqu'un militant révolutionnaire est interpellé par un flic, c'est en fait un combat de classe qui s'engage, celui du prolétariat contre la bourgeoisie et non le cas d'un militant isolé sur lequel les flics s'acharnent particulièrement. Pour mieux combattre, chaque militant doit connaître les quelques droits qu'il a dans ces cas-là.

Ces lois, fixées par la bourgeoisie, sont constamment remises en cause et violées par sa propre activité, mais il faut savoir que :

En cas d'interpellations :

Avec la récente « législation » des opérations « coups de poing » la police peut procéder comme elle l'entend à des interpellations et vérifications d'identité. Mais si c'est un civil qui vous interpelle, vous pouvez exiger qu'il vous présente sa carte officielle de police. S'il refuse, vous n'êtes pas tenu de montrer vos papiers. La carte d'identité n'est pas obligatoire, mais si vous l'avez, il vaut mieux la montrer qu'un autre papier. Normalement, il vaut mieux répondre à la demande de papiers d'identité pour éviter d'être conduit au poste pour vérification d'identité.

En cas de convocations et interrogatoires de police

Si vous êtes convoqués « pour affaire vous concernant » vous avez tout à fait le droit de ne pas y aller (et sans aucune explication), à l'exception du cas de flagrant délit. Si vous vous rendez quand même à la convocation et pour tout interrogatoire vous êtes uniquement

tenu de décliner votre identité, pour le reste vous pouvez répondre : « Je n'ai rien à déclarer ».

L'expérience de ce genre d'interrogatoires révèle que la police est très fûtée (c'est son métier) pour essayer de vous « coincer ». Aussi pour éviter de coopérer avec les flics ou à l'inverse de mentir il vaut mieux ne rien dire du tout, ne répondre à aucune des questions. Et ceci indépendamment des chantages et des intimidations du flic-baton ou des encouragements mielleux du flic-carotte. Pendant l'interrogatoire, un *procès-verbal* est tapé que vous n'êtes absolument pas tenu de signer. Enfin, excepté dans le cas du flagrant délit, vous avez le droit de refuser d'être photographié ou que l'on prenne vos empreintes.

La garde à vue :

Utilisée à tour de bras pour n'importe quelle occasion aujourd'hui, la garde à vue n'est « légale » qu'en cas de flagrant délit. Mais comme le flagrant délit peut être « déclaré » plusieurs semaines après le « délit » lui-même (donc n'importe qui -

Extension du mouvement étudiant

(Suite de la p. 1)

Contre la politique réactionnaire du gouvernement, les étudiants utilisent la violence révolutionnaire de masse et déjouent de plus en plus les tentatives révisionnistes d'isoler leur lutte, en

n'importe quand peut être inculpé de flagrant délit !) la garde à vue est très courante. Initialement, sa durée est de 24 heures, mais elle peut être étendue à 48 heures (sur autorisation écrite du procureur de la République ou éventuellement du juge d'instruction). Passé ce délai, soit vous êtes libérés soit vous êtes inculpés.

Pendant les 24 premières heures de garde à vue, vous n'avez pas droit à un médecin et pendant toute la durée de la garde à vue, vous n'avez pas droit à un avocat. Dans les 2 cas il est souhaitable que les camarades de l'interpellé, etc... prennent contact avec un médecin et un avocat pour intervenir. Là encore pendant la garde à vue, malgré les conditions dans laquelle elle se passe, le militant révolutionnaire ne doit pas se sentir isolé mais savoir « qu'au dehors » la mobilisation, la riposte et le soutien s'organisent et que la meilleure attitude face aux flics est encore le silence complet.

Demain : les perquisitions et le flagrant délit.

cherchant le contact avec les travailleurs et les autres couches de la population. Car le mouvement étudiant a les mêmes ennemis que le mouvement ouvrier.

Le faux parti communiste, dans un communiqué de son bureau politique prétend que « les luttes étudiantes connaîtront un nouveau développement avec la journée du 15 avril, décidée par l'UNEF et le SNESup » et prétend « réaffirmer son soutien » alors qu'il n'a jamais soutenu les revendications des étudiants et que ses rejets de l'UNEF se font huer par les étudiants en lutte.

En fait le PCF et son syndicat croupion (l'UNEF) veulent se servir de cette journée nationale parachutée pour essayer de chapeauter le mouvement qui lui échappe complètement, et tenter ainsi de le récupérer. Tactique qu'il a utilisée très récemment avec les cheminots. Il veut également se

servir de la CGT - dont les dirigeants sont à sa botte - et utiliser le suivisme de la CFDT, pour tenter de rameuter du monde. Ainsi les bonzes révisionnistes et réformistes soi-disant « responsables » ont déclaré mardi soir dans un communiqué :

« Le refus (du gouvernement - NDLR) de recevoir les organisations syndicales représentatives (!) des étudiants et des universitaires, qui sont à l'origine et à l'initiative de l'action (!!) pour se livrer à un simulacre de négociations avec d'autres constitue une manœuvre sans envergure qui ne grandit ni le gouvernement ni ceux qui s'y sont prêtés ».

Peine perdue que toutes ces vomissures, le mouvement se développe contre la bourgeoisie au pouvoir et contre la bourgeoisie révisionniste (comme à Nanterre).

A l'attention des délégués marxistes-léninistes à la coordination étudiante de Toulouse les camarades de L'Humanité rouge de Toulouse tiendront un stand à la faculté des Lettres de Toulouse Mirail dès le vendredi après-midi 16 avril à 15 heures.

Restructuration tous azimuts (2)

Et Renault ? pleurent les révisionnistes

Ne voilà-t-il pas aujourd'hui les dirigeants révisionnistes du PCF - en nationalistes bourgeois qu'ils sont et défenseurs du système capitaliste - pleurer sur le sort de leur protégé : l'entreprise nationalisée Renault. D'après eux « cette opération vise en même temps à porter un coup à Renault, entreprise nationalisée dont le dynamisme est pourtant un des atouts principaux de notre pays ». Mais en fait ce qui les gêne c'est que dans ce nouveau super-trust ils ne puissent pas faire ce qu'ils veulent. En effet, à la Régie où ils ont des membres à la direction, les bonzes révisionnistes peuvent pénétrer à l'intérieur de l'usine comme dans un moulin, sans être inquiétés le moins du monde. Ainsi Albeher, alors qu'il n'appartient pas au personnel, peut venir déverser son venin. Bref, révisionnistes et direction sont comme cul et chemise (contre les travailleurs).

Alors que chez Citroën ils sont peu implantés et que chez Peugeot ils ont été violemment contestés par les ouvriers de Baulieu-Mandeure lors de la dernière grève. Donc le terrain est beaucoup moins facile pour faire leur sale besogne.

Mais pour nous, communistes authentiques, ce qui

nous préoccupe ce n'est pas « l'intérêt national » aux mains du grand capital (que le trust soit nationalisé ou non), mais bien l'intérêt des travailleurs et en premier lieu des plus exploités. Pour la classe ouvrière il n'y a pas de bout du tunnel, il sera toujours aussi noir tant que ne sera pas instauré le socialisme.

Des licenciements

« Priorité à l'emploi » braillent les perroquets du gouvernement, et ils licencient à tour de bras ! Pour les capitalistes c'est toujours la grosse monnaie qui passe avant l'emploi. Combien de milliers chez Citroën ou Peugeot sont menacés de rejoindre l'armée de chômeurs ? Combien sont menacés également par les restructurations à Pechiney-Ugine-Kuhlmann ou aux Chantiers de l'Atlantique ? Certains utilisent une solution camouflée : « l'embauche » de temporaires, de travailleurs à contrats limités (6 mois).

Pour ne pas faire les frais de cette politique antiouvrière, il est indispensable de se serrer les coudes, et tous ensemble refuser tout licenciement (ouvert ou camouflé). Seule l'unité de la classe ouvrière, sur la base de la lutte classe contre classe - en excluant les traitres au mouvement ouvrier - peut faire reculer le patronat.

De « gauche » ou de droite, un patron est un patron

Dans beaucoup d'entreprises en France surtout les mutuelles, comités d'entreprise, ou autres du même type, les patrons ont dans la poche la carte du PCF ou du PS. Ces patrons ardents défenseurs du Programme commun qu'est-ce qui les distingue d'un autre patron ? Rien comme on peut le voir à la MGEN (Mutuelle de l'éducation nationale) où les patrons sont des dirigeants de la FEN (en majorité PS) ou à la municipalité de Vitry dont le maire n'est autre que Marcel Rosette responsable national des élus municipaux au Comité central du PCF.

DE DROLES DE SYNDICALISTES

Dans une lettre ouverte aux mutualistes, les syndicats CFDT, CGT et FO du personnel privé de la MGEN (6 500 employés) annoncent qu'ils ont fait grève le 7 avril et en expliquent les raisons. Malgré le ton très modéré de cette lettre où on ménage des patrons qui sont aussi des « collègues syndicalistes », on peut y apprendre ceci :

Alors que leur statut est défini par référence à la Fonction publique, le salaire des employés de la MGEN est inférieur à celui des fonctionnaires aux catégories correspondantes.

Les établissements hospitaliers de la MGEN appliquent la réforme hospitalière décidée par le gouvernement, que les dirigeants

de la MGEN critiquent par ailleurs. Cela entraîne la division du personnel : entre la région parisienne et la province, entre les catégories dans un même établissement, entre les établissements. Par exemple une sténo-dactylo du 8e étage à Montparnasse perçoit 200 F de plus que celle du 9e alors qu'elles font le même travail aux mêmes horaires mais dans des services différents.

Enfin, la MGEN emploie des employés temporaires qui ont parfois 1, 2 ou 3 ans d'ancienneté, aucune garantie conventionnelle, ils sont aujourd'hui menacés de licenciement. On comprend mieux le peu d'empressement de la FEN à combattre la politique de

l'auxiliarat dans l'éducation nationale.

En tant que syndicalistes réclamer, mollement, la titularisation des auxiliaires et en tant que patrons embaucher des auxiliaires, une « fine » tactique qui range sans appel et de façon définitive de tels syndicalistes dans le camp de la bourgeoisie.

FAUX COMMUNISTE MAIS VRAI BOURGEOIS

Marcel Rosette est le type même du nouveau bourgeois, tant dans l'attitude et l'idéologie du jeune cadre dynamique et ambitieux. Responsable des élus municipaux du PCF il se doit de montrer l'exemple. Sous prétexte de remédier au chômage croissant dans la région ce monsieur n'a rien trouvé d'autre que d'embaucher des intérimaires dans les services municipaux. Une camionnette haut-parleur sillonne la ville en appelant les chômeurs qui le désirent, à écrire au maire en personne

cher des auxiliaires, une « fine » tactique qui range sans appel et de façon définitive de tels syndicalistes dans le camp de la bourgeoisie.

pour solliciter un emploi d'intérimaire ! Le système de l'intérim, pratique de l'esclavage moderne est repris à leur compte par les révisionnistes au nom de la lutte contre le chômage.

Toutes les déclarations et activités de prétendu soutien apporté par l'union de la « gauche » aux luttes de la classe ouvrière ne sont que des mystifications destinées à entraîner des travailleurs dans la lutte pour le pouvoir qui oppose deux clans bourgeois, unis par ailleurs pour exploiter le peuple.



la France des luttes

Les «Lip» mobilisés ripostent

Les travailleuses et travailleurs de Lip sont pour la plupart restés dans l'usine durant le dernier week-end pour envisager la riposte, voir même l'occupation.

Alors que Fourcade crie à corps et à cri : «Pour Lip, on ne peut rien faire, on a déjà trop fait», les Lip réaffirment : «Il est hors de question d'accepter quelque licenciement que ce soit».

Mardi matin, les travailleurs de Lip attendaient Millet le directeur général de Lip et ont bloqué son véhicule afin de lui demander des explications et exiger qu'il parle à tout le personnel. Il a répondu qu'il ne parlerait qu'aux délégués du personnel.

Au cours d'une assemblée générale, les travailleurs et l'intersyndicale de LIP précisent que : «Lip ne peut compter maintenant que sur ses travailleurs».

Dans les AG, toutes les décisions sur d'éventuelles

actions sont prises par les travailleurs. C'est ainsi que mardi matin et en soirée, plusieurs centaines d'ouvriers ont quitté l'usine pour distribuer des tracts aux automobilistes sur les principaux axes d'accès de Besançon. «Il s'agit pour le moment de populariser l'assassinat délibéré de Lip par les actionnaires», devait nous déclarer Roland Vittot délégué CFDT qui précise que d'autres actions... interviendront au jour le jour.

Pour Lip la mobilisation pour une riposte de masse s'organise et il n'est pas question pour eux d'accepter un seul licenciement.

(par téléphone avec un militant CFDT de Lip)

Bourgogne Electronique (Dijon)

Interview d'un membre du comité de grève

Suite de la page une.

Quelles furent les actions marquantes de la lutte ?

Devant l'intransigeance des patrons, il y a eu une progression dans les actions menées par les grévistes (après quelques propositions dérisoires : 2,5 % avec un mini à 75 F, les négociations étaient bloquées depuis plus d'une semaine).

La 1ère semaine il y a eu juste l'occupation.

A la fin de la 2e semaine une délégation d'une centaine de grévistes est intervenue à l'inauguration officielle (maire, conseillers, personnalité...) de la foire de printemps à Dijon. Ils ont pu prendre le micro et montrer à tous ces messieurs que les grévistes de la BE ne céderaient pas.

Le 2e dimanche d'occupation a eu lieu un gala de soutien qui a rassemblé plus de cent personnes. A ce gala

il y avait des panneaux sur la lutte...

Le mardi de la 4e semaine, une centaine de grévistes a bloqué le Mistral en gare de Dijon pendant une heure.

Le jeudi une manifestation de soutien a eu lieu en ville (cf HR 470).

Le vendredi 9 un car de grévistes est monté à Paris à la direction générale. Mais les patrons se sont sauvés comme des voleurs.

Ils sont ensuite allés au congrès patronal des composants électroniques (BE fait partie du groupe Thomson CSF) et y ont distribué leur tract et scandé leur mot d'ordre.

Mais bien que l'AFP ait été prévenue, le silence complet a été fait sur cette manifestation.

Un grand gala de soutien est prévu pour mercredi soir.

Quelle est l'attitude des syndicats CGT et CFDT pendant la lutte ?

C'est en fait la section syndicale CFDT qui anime la lutte avec les non-syndiqués.

De la part de la CGT ce n'est pas pour l'instant le sabotage ouvert, car ils n'osent rien pour animer et populariser.

Cables de Lyon, faculté de Nanterre

SOLIDARITE

Suite de la page une.

Une délégation d'étudiants et d'enseignants (SGEN-CFDT) sont venus exprimer leur soutien aux travailleurs devant le tribunal de Nanterre où la bourgeoisie traînait Daddamoh et Bouhadite. Simulacre de procès, dossier de la direction vide, absence de ses témoins, etc. Le jugement sera rendu sous huitaine. Les étudiants de l'école d'architecture de Nanterre, en grève depuis plusieurs jours, étaient présents.

Les étudiants de Nanterre en grève soutiennent la juste lutte des travailleurs des Câbles de Lyon contre la répression patronale. Une fois de plus la justice révèle son véritable visage d'appareil d'Etat au service de la bourgeoisie qui sous de faux prétextes et en réalité pour fait de grève traîne les ouvriers devant ses tribunaux.

Aujourd'hui nous sommes en grève et à nous aussi la bourgeoisie nous envoie ses flics et ses fascistes, nous embarque pour fait de manifestation. Pourquoi ? Parce que nous refusons de devenir des chômeurs victimes de l'exploitation capitaliste et surtout parce que nous refusons de devenir des cadres-flics au service du patronat.

C'est sur cette base que demain nous serons derrière vous.

Etudiants, enseignants, travailleurs, solidarité !
Non à la répression !

Motion adoptée en AG le 12/4/76 à Nanterre à l'unanimité.

DES TRAVAILLEURS D'IMPRIMA OCCUPENT LES LOCAUX DE FR3 A LYON

Les ouvriers du Livre de la société Imprima à St-Romain en Gier (Rhône) ont occupé mardi pendant 2 heures les locaux de FR3 Rhône-Alpes pour attirer l'attention sur leurs problèmes.

Imprima, la plus importante imprimerie de la province, a déposé son bilan le 5 décembre 1975 et les 284 salariés ont été licenciés. Depuis cette date, l'imprimerie est occupée et plusieurs manifestations spectaculaires ont été organisées, aucune perspective de solution n'apparaissant.

Les ouvriers du Livre souhaitent la lecture d'un communiqué pendant le journal régional. Le directeur de FR3 Rhône-Alpes a accepté une lecture partielle et une seconde entrevue a été décidée pour mercredi.

Grenoble

Entretien avec un travailleur

de Rhône Poulenc Textile

HR : Le groupe Rhône-Poulenc textile veut licencier plusieurs milliers de travailleurs et fermer plusieurs usines. C'est pourquoi nous venons discuter avec toi de la riposte. Peux-tu nous présenter le groupe RPT et ton usine ?

RPT employait en 1973 plus de 23 000 personnes dans 18 usines (l'usine d'Arques-la-Bataille en Seine-Maritime avait été fermée en 1972, elle fabriquaient de la rayonne et comptait 600 salariés). Depuis, l'usine de Saint-Chamond a été fermée à son tour (il y avait 450 salariés).

Actuellement le groupe emploie 19 000 personnes, il n'embauche plus depuis 1973.

L'usine de Grenoble fabrique de la rayonne et emploie 800 personnes dont 650 ouvriers. Il y a beaucoup d'immigrés : 51 % des ouvriers viennent de 17 pays, surtout Afrique du Nord, Turquie, Yougoslavie.

Presque la moitié des ouvriers travaillent en 4 x 8, le reste en 3 x 8 sauf l'équipe d'entretien qui travaille à la journée.

C'est une usine vétuste, il n'y a pas une seule machine neuve depuis 1963 !

HR : Quelle est la situation à Grenoble ? Quelles sont les perspectives d'avenir ?

L'atelier des chaînes textiles travaille à moins

de 30 % de sa capacité, celui de l'ourdissage un peu plus de 50 %. Pas mal de travailleurs sont déplacés dans les ateliers : la production est à peu près normale (grâce à quelques commandes de Roumanie, Tchécoslovaquie et Afrique du Nord ; mais certaines prennent fin en juillet de cette année...). Certains travailleurs ont même été affectés à l'entretien des cités de l'usine.

Les départs à la retraite ne sont pas remplacés et il y a même des cas où les cadences augmentent alors qu'une partie des travailleurs est sous-employée !

HR : Il y a des syndicats et des groupes politiques dans ton usine ?

La CGT a 450 adhérents ouvriers, la CFDT une soixantaine. Le PCF est à peu près inexistant ; pourtant il travaille sur l'usine depuis 1929, mais la cellule a été dissoute en 1963. Malgré cela, la section CGT n'a guère été combative jusqu'à présent et la CFDT, lui emboîte le pas. Depuis mai 1975, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a diffusé 5 bulletins d'entreprise.

L'Humanité Rouge est vendue en porte-à-porte dans les cités de l'usine et aussi devant l'usine de temps à autre. Sa diffusion n'est pas encore très importante.

Le PCF essaie de profiter de la situation actuelle de

crise pour se réimplanter par tous les moyens.

La situation est favorable à la lutte dans tout RPT. Il y a eu des occupations (limitées) dans pas mal d'usines. Pour faire reculer le trust, les actions isolées ne suffiront pas. Il faudra des actions concertées dans tout le groupe en gagnant le soutien des branches chimie et pharmacie (d'ailleurs la chimie n'est pas à l'abri de réductions d'horaires ou de licenciements, se rappeler Chalampé l'an passé !)

Seules des luttes prolongées avec occupation des usines seront payantes.

Mais il y a un danger : celui de la récupération du mécontentement des travailleurs par les partis de «gauche» et surtout par le PCF.

Il ne faut pas oublier que le Programme commun de la fausse gauche prévoit la nationalisation de Rhône-Poulenc. Ce que cherche le parti de Marchais, c'est de s'implanter le plus possible dans les usines de Rhône-Poulenc pour encadrer et contrôler étroitement la classe ouvrière. En ce moment il multiplie les pétitions, les diffusions de tracts un peu partout. Il fait intervenir ses élus locaux devant les usines de Rhône-Poulenc. Il est plus que jamais nécessaire de démasquer à fond ces ennemis de la classe ouvrière, en même temps que de lutter contre le trust Rhône-Poulenc.

Angers : Cegedur-Procol

Contre la nouvelle grille de classification L'action se poursuit

Suite aux débrayages qui durent maintenant depuis 5 semaines, les ouvriers et les syndicats CGT et CFDT ont refusé la nouvelle classification qui essaie de faire passer une vaste entreprise de division en donnant des augmentations à quelques uns.

La direction avait présenté le 30 mars, les nouvelles classifications : 5 catégories d'OS, 8 catégories d'OP. Ces nouvelles catégories correspondent à des augmentations qui sont très variables : de 3 F à 100 F environ.

Bien sûr, les plus bas salaires n'ont presque rien. Les débrayages continuent pour obtenir les revendica-

tions : 50 F pour tous, la prime de vacances et de fin d'année qui actuellement est indexée sur l'INSEE portée à 2 800 F et non 2 340 F comme le propose la direction, le retour aux 40 heures sans perte de salaire.

Lors de la manifestation du 31 mars, qui regroupa

1 000 personnes de différentes entreprises d'Angers, seul le représentant CFDT s'est exprimé contre les classifications. Les nombreux poings levés, le chant de l'Internationale montre une combativité certaine des travailleurs.

Le 4 avril, nouvelles entrevues avec la direction qui propose : une augmentation uniforme de 30 F par mois, 1 % d'augmentation le 1er juillet en plus de l'indice INSEE. Pour diviser les travailleurs, la direction offre généreusement une heure d'information payée pour faire l'assemblée générale du personnel. Ainsi même ceux qui ne participent pas aux débrayages peuvent s'exprimer sur la poursuite du mouvement et voter à bulletin secret, ceci malgré l'indignation de nombreux ouvriers et ouvrières. Malgré cette manœuvre, l'assemblée générale a décidé de continuer la lutte : le personnel se revoit lundi 12 pour décider des nouvelles formes de lutte !

Correspondant H.R. Angers

Drouet-Diamond (Vitry)

Victoire des travailleurs

Après une semaine de grève, CFDT et CGT, les travailleurs en lutte de cette entreprise ont obtenu : 1 % de rattrapage du pouvoir d'achat au 1er mars ; une augmentation de 0,40 F de l'heure pour tous au 1er avril ; une demi-heure de réduction du temps de travail au plus tard au 1er juin ; la 5ème semaine de congés payés ; premier paiement d'une partie des heures de grèves.

Rappelons que dans cette entreprise (où l'unité d'action est la règle) une action précédente, en juin dernier, avait permis le maintien dans leur emploi de 24 travailleurs menacés de licenciement par la direction.

Un exemple à suivre.



COMPTE RENDU DE LA COORDINATION ETUDIANTE D'AMIENS

Samedi 10 avril se réunissait à Amiens une nouvelle Coordination nationale étudiante, qui devait notamment lancer le mot d'ordre de grève générale à toute l'université. Nous avons reçu aujourd'hui la contribution de cinq délégués de Paris VII qui ont participé aux débats d'Amiens. Le compte-rendu qu'ils présentent de cette coordination offre à notre avis un intérêt réel et reste en outre d'actualité dans la mesure où il peut contribuer utilement à la préparation de la prochaine coordination nationale convoquée pour le samedi 17 avril à la faculté de Toulouse-le-Mirail.

Ainsi que le rappellent les cinq délégués de Paris VII, une motion a été adoptée à Amiens pour condamner les activités auxquelles se livre l'UNEF révisionniste pour contrecarrer le mouvement de masse des étudiants. C'est là un fait d'importance qu'il serait bon de divulguer largement pour mettre un terme aux mensonges colportés par l'ensemble de la presse bourgeoise, pour faire croire que l'UNEF impulse et dirige la lutte contre l'arrêté Soisson. Qu'une telle motion recueille la majorité des voix dans une coordination nationale atteste, qu'on le veuille ou non, du discrédit profond auprès des étudiants en lutte de cette UNEF que dirige le parti révisionniste.

Elle montre que l'emprise révisionniste sur le mouvement étudiant connaît de sérieuses lézardes, et c'est une chose dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Il apparaît par ailleurs dans ce compte-rendu que pour essayer de récupérer, de contrôler puis de saborder le mouvement, trotskystes et révisionnistes procèdent de différentes façons. D'abord ils s'opposent au fonctionnement démocratique des

coordinations. L'on sait par exemple qu'ils y amènent leurs troupes, alors qu'elles ne sont pas mandatées par les étudiants, à seule fin d'obtenir la majorité lors des votes. Ensuite ils font en sorte de semer la confusion, de maintenir certains sujets dans le vague, etc., pour tromper démagogiquement les étudiants inorganisés et les amener sur leurs positions lorsqu'il y a une décision à prendre. Et en la matière ce sont surtout les trotskystes qui rencontrent encore un certain succès, le fait par exemple qu'à Amiens la motion de Villetaneuse l'ait emportée sur celle de Dauphine est là pour le prouver.

Mais il est important de distinguer entre ce qui n'est que purement magouille, blocage du fonctionnement démocratique des coordinations, et ce qui relève de la démagogie et de la tromperie politique au cours des débats.

Ne voir que la magouille ou ne pas distinguer entre la magouille et l'influence politique bourgeoise, c'est conclure à l'impossibilité du débat politique et c'est par conséquent s'abstenir de participer à de telles coordinations. C'est en définitive laisser le terrain libre aux trotskystes et aux révisionnistes pour mener leur travail de sape.

Or le contenu de la coordination d'Amiens montre que premièrement le débat est possible et que deuxièmement les problèmes abordés sont d'importance, politiquement. Certes nous savons bien que dans un mouvement de masse ce qui est décisif ce n'est pas une coordination mais ce que fait réellement à la base la masse des étudiants. Pour autant nous ne devons pas nous priver d'un seul moyen de mener la lutte, fut-il d'importance secondaire.

Avant l'ouverture des débats proprement dits à la Coordination nationale étudiante réunie le 10 avril à Amiens, plusieurs interventions avaient été prononcées par le SNESup, le SGEN, l'ANACEJEP, les comités de chargés de cours, et la CFDT. L'absence dans cette liste de la CGT était remarquable.

La coordination s'est ouverte par le vote d'une motion condamnant les pratiques de l'UNEF Révisionniste, laquelle UNEF avait essayé de s'opposer physiquement à la tenue de la coordination. La motion réaffirmait que toute organisation doit se plier à la discipline du mouvement. Lors du vote, 172 voix se prononçaient pour l'adoption de cette motion, 2 se prononçaient contre, et il y avait également 11 abstentions et 33 refus de vote.

Deux autres motions devaient ensuite marquer les débats, celle de Villetaneuse et celle de Dauphine. Tout en apparaissant comme très proches sur le plan des perspectives générales — grève générale de l'université, journée nationale le 15 avril — ces deux motions divergeaient en fait sur le fond.

La motion de Villetaneuse, contrairement à celle de Dauphine, n'offrait aucune garantie au mouvement pour que soit imposée sa propre démocratie aux organisations présentes en son sein. Les organisations qui ont soutenu la motion de Villetaneuse — les deux UNEF, la Ligue trotskyste de Krivine, et le PSU — ont fini par accepter n'importe

quel amendement pour obtenir la majorité, preuve qu'elles comptent bien exploiter à fond la porte ouverte aux magouilles contenues dans cette motion. Ces organisations ont tout fait également pour que soient laissés dans le vague le plus total les points qui nous semblent essentiels pour la poursuite du mouvement, points sur lesquels nous étions mandatés impérativement.

Il ne s'agit pas ici de choisir entre telle ou telle organisation — l'organisation trotskyste « Révolution » par exemple a soutenu la motion de Dauphine — mais bien de savoir quelle est la motion la plus favorable au développement autonome du mouvement.

Nos mandats qui se sont d'ailleurs avérés très proches de ceux de plusieurs villes de province, contenaient les points essentiels suivants :

— Seules les structures démocratiques du mouvement sont habilitées à prendre des décisions engageant le mouvement dans son ensemble, en ce sens les journées du 14 et 15, telles qu'elles ont été appelées par l'UNEF et le SNESup, n'engagent que ces deux organisations.

— Les initiatives avancées doivent impliquer une réelle prise en charge par tous les étudiants, tant sur le contenu de ces initiatives que sur les mesures concrètes à prendre pour les tenir — manifestations, solidarité effective à la base et dans la lutte avec les enseignants, le personnel, les lycéens, et les travailleurs.

— Le problème des examens doit être abordé par des réunions enseignants-étudiants dans le cadre de la mobilisation, afin d'en faire une arme et non plus un obstacle pour le mouvement, comme d'ailleurs l'a proposé la déléguée des chargés de cours à Amiens.

SUR CES TROIS POINTS, QUE PROPOSENT LES DEUX MOTIONS ?

Villetaneuse. Pas un mot sur les structures démocratiques du mouvement. Un collectif national est balancé avec seulement 5 faces cooptées d'office pour prendre contact avec les directions syndicales CGT-CFDT-FEN, et pour rédiger un bulletin. La base de ces contacts et le contenu du bulletin n'ont pas été discutés à Amiens, en fait cela va dépendre strictement du rapport de force entre les différentes organisations qui monopolisent bien sûr le collectif.

Quant aux examens, la motion demande tout en gros au bureau national du SNESup qu'il n'y ait pas de sanctions pour fait de grève ! Nulle part n'est remis en cause le principe des examens. Pas un mot non plus sur des questions importantes comme : qui organise les manifestations, quels en sont les objectifs, quels moyens se donne-t-on pour les tenir ?

DAUPHINE. La motion, qui est loin d'être parfaite, a malgré tout le mérite de donner un minimum de garanties sur le fonction-

nement démocratique du mouvement. Elle propose que soit élu après discussion un collectif national qui n'ait pas de pouvoir de décision et qui soit mandaté sur des tâches précises, simplement exécutives, comme la tenue de conférences de presse par exemple. Par ailleurs elle condamne explicitement les organisations qui s'érigent en portes-parole du mouvement.

Pour ce qui concerne les initiatives à prendre, la motion de Dauphine met l'accent sur la nécessité de lier concrètement la lutte pour l'abrogation de la réforme du second cycle à la lutte contre tous les systèmes d'enseignement en société capitaliste, lutte qui fonde la solidarité du mouvement étudiant avec les lycéens et les collégiens, et qui le place ouvertement aux côtés des travailleurs. La motion avance également un certain nombre de propositions concrètes, par exemple des manifestations sur des cibles significatives comme le CNPF (Conseil national du patronat français), les ANPE (Agences nationales pour l'emploi), manifestations dont les modalités doivent être discutées par tous en assemblées générales. Des problèmes aussi concrets que l'organisation de services d'ordre étudiants ou le refus de voir défiler dans les manifestations des banderoles signées d'organisations, trouvent leur place dans la motion de Dauphine où ils sont clairement formulés.

Hopital Saint Antoine (Paris 12e) GREVES DES SAGES FEMMES

Le 8 avril les élèves sage-femmes (ESF) ont déclenché la grève pour une durée illimitée à l'hôpital St-Antoine (faubourg St-Antoine). En conséquence nous n'assurons ni les stages ni les gardes, cependant nous assisterons à nos cours.

Voici quelques-unes de nos revendications :

- stages à temps complet rémunérés ;
- repas gratuits pendant les gardes, et accès possible au réfectoire ;
- soins gratuits ;
- possibilité de mettre nos enfants à la crèche de l'hôpital ;
- salle de garde répondant à nos besoins ;
- fourniture et blanchissage de nos blouses.

Nous avons présenté les revendications suivantes à la direction de notre école :

- intégration des heures de cours dans les heures de présence obligatoire à raison d'une moyenne de 40 heures par semaine ;
- application de la loi concernant les repos hebdomadaires ;
- maintien des gardes non doublées ;
- conversion des gardes de nuit en gardes de jour pour les élèves enceintes de plus de 4 mois ;
- possibilité pour les ESF enceintes de passer l'examen de fin d'année ;
- révision des notes d'une élève syndiquée (en fonction de son travail et non de ses opinions) ;
- non-récupération des jours de grève et suppression de toutes les sanctions.

Texte rédigé à l'adresse de la direction générale de l'Assistance publique et au directeur de l'hôpital St-Antoine (Assistance publique) ainsi qu'à la directrice de l'école de sage-femmes de St-Antoine, par les élèves en grève.

Les élèves sage-femmes de St-Antoine sont en grève depuis le 8 avril (les 3 promotions de l'école sont en grève ; sur une cinquantaine d'élèves, la quasi-totalité sont grévistes).

La grève est reconduite en assemblée générale à main levée, chaque jour et après examen de chaque résultat d'entrevues entre nos délégués et la direction de l'école. Aujourd'hui, mardi 13 avril, la grève se poursuit, plus résolue, dans le but d'obtenir satisfaction sur les revendications présentées à la direction qui, elle, refuse toutes nos revendications et menace, manœuvre chaque jour *en vain*.

Les élèves font une grève active (nous sommes à l'école de 8 heures du ma-

tin à 18 heures et même le samedi !).

Les décisions sont prises par l'assemblée générale des grévistes ; tout texte rédigé est lu et approuvé ou corrigé en AG. Des groupes d'élèves exécutent chacun sa tâche de popularisation (et le mouvement de soutien est organisé par nous toutes) ; toutes les grévistes s'activent et toutes les bonnes initiatives sont encouragées.

Nous avons toutes la volonté de vaincre.

Une camarade de l'Humanité-Rouge élève sage-femme à St-Antoine.

* Mardi soir, la continuation de la grève a été votée.

Par ailleurs, sur la question des examens, il est parfaitement clair dans cette motion que tout le système de contrôle des connaissances doit être remis en cause et qu'il est nécessaire que soit instauré un contrôle collectif étudiants-enseignants aussi bien sur le problème des examens partiels que sur celui des examens de fin d'année.

Au cours de la coordination, lors du vote des motions, celle de Villetaneuse recueillait 139 voix tandis que 58 se prononçaient pour la motion de Dauphine et qu'il y avait en outre 13 abstentions et 21 refus de vote.

Pour notre part nous sommes prononcés en faveur de la motion de

Dauphine. Nous avons en effet estimé que la contradiction de fond entre les deux motions était la suivante :

— Ou bien mettre le mouvement à la traîne des directions syndicales CGT-CFDT-FEN en faisant miroiter une prétendue unité avec elles, comme le propose la motion de Villetaneuse ;

— Ou bien chercher l'unité avec les enseignants, le personnel, la jeunesse scolarisée, les travailleurs, les paysans, les chômeurs et leurs organisations sur la base d'une lutte commune contre l'école capitaliste comme l'indiquait l'intervention d'un représentant de l'Union départementale CFDT à Amiens.

Cinq délégués inorganisés de Paris VII dont quatre mandatés et un observateur



TRAVAILLEURS Foyers Sonacotra



Halte aux expulsions et aux menaces

Dimanche 11 le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève était réuni au foyer Romain Rolland à St-Denis.

A 17 heures, des cars de police ont entouré le foyer et une dizaine de policiers en civil sont entrés pour arrêter plusieurs responsables du Comité de coordination.

Grâce à la mobilisation immédiate des résidents du foyer Romain Rolland et de Garges-les-Gonesses et le soutien d'organisations françaises les délégués ont pu normalement tenir leur réunion et aucune arrestation n'a eu lieu.

La Sonacotra pense sans doute pouvoir plus facilement négocier en expulsant les délégués que se sont donnés les résidents des foyers. Elle pense pouvoir ainsi casser le mouvement pour pouvoir plus facilement imposer sa loi.

Le Comité de coordination et les résidents sont déterminés à continuer la lutte jusqu'à la satisfaction des revendications.

La lutte continuera jusqu'à l'arrêt de toute forme de répression contre les résidents et leurs délégués.

La lutte continuera jusqu'au retour de nos camarades José Ferreira et Ben Amar.

Toute nouvelle intervention de la police entrainera une riposte immédiate des résidents.

Nous appelons tous les résidents des foyers Sonacotra, tous les émigrés, tous les travailleurs à se mobiliser pour une riposte massive.

Nous savons que nos revendications sont justes, nous demandons notre droit, nous demandons seulement l'égalité de droit entre les travailleurs. Nous demandons la liberté dans les foyers comme les Français peuvent l'avoir dans leur logement.

Tous ceux qui veulent vraiment lutter pour l'unité des travailleurs, pour l'unité de la classe ouvrière doivent

être à nos côtés, ceux qui refusent de nous soutenir sont ceux qui ne cherchent pas vraiment l'unité de la classe ouvrière car ils acceptent sans bouger qu'une catégorie de travailleurs soit surexploitée, réprimée, traitée comme des esclaves.

Les coups qui nous frappent aujourd'hui, nous, travailleurs émigrés frapperont demain tous les travailleurs français.

Mais notre victoire sera une victoire pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Le 12 avril
Le Comité de coordination.
Adresse postale :
56 rue de la Fontaine au Roi
75011 Paris

Paris

7e mois de grève des loyers dans un foyer Soundiata

Nous apprenons avec retard que le 10 avril s'est tenu au foyer Soundiata, 216 bis rue St-Denis à Paris, une journée portes ouvertes. Plus d'une centaine de personnes du quartier et d'autres foyers étaient venues à l'appel du comité de locataires pour soutenir leur lutte. Ils sont en effet en grève depuis le 19 octobre dernier pour arracher les revendications qu'ils n'avaient pu obtenir lors d'un précédent mouvement, en 1972, par suite de promesses non satisfaites par la direction.

Leurs revendications actuelles sont : alimentation

régulière en eau chaude et froide ; remise en état des portes et fenêtres et installation de rideaux aux fenêtres ; remise en état des murs des chambres avec réparation des plafonds qui risquent s'effondrer ; réparations des sanitaires et des circuits électriques.

La Soundiata est une société capitaliste privée qui possède 14 foyers. Pour 100 F par mois, 6 à 8 travailleurs, pour la plupart africains, s'y retrouvent dans des chambres de 15 m². Ils sont en général au nombre de 200 par foyer.

Tout au long de cette journée ont eu lieu des débats, des chants et des danses et deux films ont été présentés sur le Sahara occidental, et l'autre qui racontait la lutte des travailleurs du foyer de Drancy en 73 et dénonçait l'attitude raciste et répressive de la mairie PCF.

Aujourd'hui, après le succès connu par cette journée portes ouvertes, et en dépit du recul de la direction sur certains points, la grève des loyers continue. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

informations générales

A la maternité de Montpellier

TEMOIGNAGE

Après mon accouchement j'ai demandé à occuper une chambre à deux lits pour ne pas m'ennuyer. Une jeune femme algérienne vint bientôt partager la chambre. Elle était accompagnée par son mari et deux amis qui l'aiderent à s'installer et s'en furent discrètement. Je remarquais aussitôt les regards réprobateurs et gênés des sage-femmes qui discutaient à demi-mots en me faisant les soins. Je compris qu'il s'agissait de la présence de Fatima (avec qui j'avais fait connaissance entre temps). J'expliquai aussitôt que j'étais contente de partager la chambre avec Fatima, et que nous ferions certainement bon ménage.

Non seulement la gêne ne disparut pas, mais un quart d'heure plus tard on fit déménager Fatima sans lui donner aucune explication.

Une fois seule, je demandais à la sage-femme en chef les raisons de ce déménagement. Elle me répondit qu'elle était responsable des «associations» (c'est-à-dire qui on met ensemble), et que si le professeur Violat découvrirait une telle association (entendez, une Française de la classe moyenne avec une «Arabe») il prendrait des sanctions. (par contre dans la chambre d'à côté il y avait bien une Française et une Algérienne, mais la Française était une ouvrière de la Lozère ; comme quoi ce n'est pas qu'un problème de race, mais de classe !) La chef sage-femme m'expliquait que ce n'était pas du racisme, car ces gens-là aiment se trouver entre eux, que leurs visites allaient me gêner : des gens sales, bruyants et sanguine, et que de toute façon cette femme ne parlait pas le Français !!! Je protestai énergiquement contre toutes ces accusations racistes.

Dans la même journée, rentra une autre jeune femme, française, style «grand genre» qui faisait partie de la clientèle privée de Violat et qui, après avoir payé une chambre seule, préférait finalement une chambre à deux car elle s'ennuyait.

Quand Violat découvrit le changement il profita du moment où l'on ramenait la jeune femme endormie de la salle d'opération, pour la remettre dans une chambre seule, sans lui demander son

avis évidemment. J'appris par la suite qu'elle avait protesté contre ce changement, à tel point que la sage-femme finit par dire : «Après tout, les "gens bien" peuvent aimer la compagnie eux aussi.» (!!!)

Le lendemain ce fut mon tour, sans rien me dire, on me fit déménager dans la chambre de Fatima. J'appris par la suite, qu'on avait besoin de la chambre car il y avait deux césariennes et que c'était la seule chambre libre avec deux bouches d'oxygène !

Voilà les critères de la ségrégation qu'ils appellent pudiquement les «associations». Les critères de race, de classe et en dernier lieu, l'économie : il n'y a pas une bouche d'oxygène par lit !

Quand la clinique est pleine, il y a une salle d'une quinzaine de lits, style Moyen-Âge, pour «associer» les femmes de la classe ouvrière, ou de couleur.

Non contents d'être racistes, les patrons de la maternité imposent leur mépris de classe et leur racisme à leur personnel. Par l'éducation d'abord, on apprend à

la maternité que ces femmes des basses classes et des pays sous-développés n'ont pas d'éducation, pas de dignité ; de quelqu'un qui accouche en hurlant, on dit qu'elle accouche «à l'espagnole». On apprend ça au cours d'accouchement sans douleur donné à la maternité. Si l'éducation raciste ne suffit pas, on impose alors la ségrégation par la répression.

Voilà les pratiques du soi-disant libéral Violat, qui reprochait à un interne d'utiliser deux compresses au lieu d'une pour nettoyer une plaie, et qui se faisait accompagner par deux cars de flics pour négocier avec les internes du centre d'avortement de Bionne, en grève pour protester contre leur licenciement.

La répression est telle qu'aucune section syndicale n'a jamais pu s'implanter.

A la maternité comme ailleurs, la médecine est au service de la bourgeoisie. Et non content de ne pas donner les soins suffisants à la classe ouvrière et de faire des économies sur son dos, on pratique la ségrégation de classe et de race !!!

Une lectrice.

MOBILISER TOUT LE PARTI, DEVELOPPER EN GRAND L'AGRICULTURE ET MENER LE COMBAT POUR GENERALISER LES DISTRICTS DE TYPE TATCHAI

Houa Kouo-feng

Brochure sur la Conférence nationale agricole en Chine populaire

La Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, qui a bénéficié de la haute sollicitude du président Mao et du Comité central du parti s'est tenue du 15 septembre au 19 octobre 1975.

C'est une conférence extrêmement importante qui fait suite à l'appel : «Que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de production de Tatchai». Elle a établi le bilan, en même temps qu'elle a permis un échange, des expériences acquises par les différentes régions de la Chine dans l'agriculture et la mécanisation agricole en prenant l'exemple sur Tatchai ; elle a lancé l'appel : «Mobiliser tout le Parti, développer en grand l'agriculture et mener le combat pour généraliser les districts de type Tatchai», et elle a décidé que la mécanisation de l'agriculture devait être réalisée, pour l'essentiel, en 1980. Cette conférence aura une profonde influence en ce qui concerne le développement accéléré de l'agriculture chinoise et l'essor continu de l'économie

La présente brochure contient un rapport du camarade Houa Kouo-feng, premier vice-président du Comité central et membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois et premier ministre du Conseil des Affaires d'État, rapport établissant le bilan de la Conférence nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, ainsi que des extraits de l'intervention prononcée par Kouo Feng-lien, secrétaire de la cellule du Parti de la brigade de production de Tatchai, et de celle de Wang Kin-tse, secrétaire adjoint du comité du Parti du district de Siyang, province du Chansi.

L'exemplaire : 0,90 F

PARUTION D'UN NUMERO SPECIAL DE L'«HUMANITE ROUGE» POUR LE 1er MAI

Le numéro du jeudi 29 avril de notre journal, daté du 30 sera un numéro spécial portant sur le 1er Mai. Particulièrement riche de contenu, il paraîtra en 8 pages de grand format (voir le format de «La Faucille» spécial viticulteurs).

Les 4 pages intérieures de ce numéro spécial comporteront notamment une interview de notre directeur politique, Jacques Jurquet ; ainsi que des articles portant sur les transformations dans les luttes ouvrières et populaires depuis 1968, la classe ouvrière dans les pays capitalistes, la classe ouvrière dans les deux superpuissances, le nouveau visage du monde (l'édification socialiste dans les pays de dictature du prolétariat), ce que fut réellement le Front populaire, etc.

Étant donné l'intérêt politique de ces quatre pages et la demande de nombreux diffuseurs de disposer d'un matériel d'agitation suffisamment tôt avant le 1er Mai, un tirage à part en sera fait dès le 26 avril à l'intention uniquement de la diffusion militante.

Le service d'administration de notre quotidien recommande à tous les cercles de diffusion et aux lecteurs isolés de préparer une diffusion exceptionnelle de notre journal à l'occasion du 1er Mai et de passer dès maintenant leurs commandes supplémentaires tant pour les 4 pages tirées à part que pour l'édition de 8 pages grand format du jeudi 29 avril, datée du vendredi 30 avril.

Nous signalons enfin que le journal du 29 avril, en date du vendredi 30, sera le dernier numéro de la semaine.

L'Humanité Rouge

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
	Pli fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 La Source.



culturel



Des choses simples de la vie quotidienne... Peut-être que c'est ce qui manquait le plus : voir vivre le peuple chinois ; entendre des travailleurs répondre autrement que par des phrases toutes faites. C'est un aspect intéressant du film de Joris Ivens à l'usine de générateurs de Shanghai.

Mais ce qui nous a semblé le plus intéressant dans ce film et c'est en ce sens qu'il est hautement politique et éducatif, c'est qu'il nous montre à tout moment le rôle fondamental du parti, son rôle de DIRECTION y compris dans les détails de la vie quotidienne :

— C'est le parti qui prend en main l'étude de l'Anti-Dühring dans l'usine.

— C'est le parti qui suscite les critiques et organise les débats.

— C'est le parti qui prend en main et dirige la lutte de classes.

Ne pas voir le rôle dirigeant du parti dans ce film, c'est ne pas comprendre comment et pourquoi le peuple chinois a remporté et remporte tant de succès. C'est répandre l'illusion que l'organisation et la vie politique de la Chine se font spontanément ; qu'au gré du hasard les ouvriers d'une usine décident ensemble des normes de production ou qu'ils étudient ensemble. Mais sans le parti d'avant-garde qui guide la classe ouvrière rien de tout ceci ne serait possible.

Ce qui est particulièrement juste dans ce film c'est que c'est toujours la politique qui est au poste de commande. Par exemple lorsque les ouvriers critiquent la direction de l'usine ce qui est mis en avant parmi les critiques ce n'est pas tellement des choses du genre : «Vous y aurez droit à vos dazibao», mais c'est bien plus : «Les dirigeants qui ont commis des erreurs ont fait perdre 240 000 yuans à l'usine et c'est irresponsable à l'égard du

pays». Ceci n'est qu'un exemple parmi bien d'autres.

Aller voir le film de Joris Ivens c'est un acte militant. Il nous montre de façon vivante le rôle d'avant-garde du Parti communiste chinois dans ses rapports avec les masses. Eduquons-nous auprès de ce film et inspirons-nous de cet exemple pour édifier le parti d'avant-garde capable de conduire notre peuple à la victoire.

Des employés de banque marxistes-léninistes.

Débat autour du film Comment Yukong déplaça les montagnes

Réflexions d'une auxiliaire de puériculture après la projection de la série de films «Impressions d'une ville : Shanghai, le professeur Tsien, Autour du pétrole et Répétition à l'Opéra de Pékin».

«Les films étaient très agréables à regarder... on sent que c'est naturel, c'est pris sur le vif... C'est simple... On nous montre que le socialisme n'est pas facile à faire à tout moment de la vie quotidienne autant dans le dur travail que dans les relations entre les gens... Ce qui m'a le plus choquée c'est la grande volonté et le dévouement de travailler durement qu'a le peuple, quitte à laisser sa famille pour plusieurs mois (dans le film «Autour du pétrole») et aussi la joie collective qu'éprouvent les femmes à la suite de leur travail fait grâce à des expériences comme la transformation du tissu de coton en coton lui-même... Rien n'est superficiel... Tout est simple et réfléchi dans les interviews.»

A propos d'un dessin publié dans «Le Monde»

Bonnafé, illustrateur favori de l'Humanité-Dimanche et de la Nouvelle Critique publiait dans le Monde du 25/3 un dessin anodin en apparence (voir ci-dessous).



Dans un cadre strict, une jeune femme, le regard en coulisse, le sourire hypocrite, a déboutonné largement sa vareuse de coupe militaire ; elle en découvre ainsi la doublure, ornée de fleurs luxuriantes. Ce dessin signifie :

1/ aguicher, séduire, tel est l'éternel féminin, en Chine comme ailleurs.

2/ en Chine — comme ailleurs — l'hypocrisie morale est de règle : si le régime a imposé des vêtements, des

coiffures, des attitudes austères, les Chinois résistent à tout cela, en cachette. D'ailleurs la Chine est le pays des apparences, et seuls les naïfs comme Ivens s'y laissent prendre n'est-ce pas ?

Telles sont les idées bourgeoises qu'il faut partager avec Bonnafé pour pouvoir comprendre son dessin crapuleux sans légende.

Ce dessin illustre la rage des révisionnistes devant les films d'Ivens, qui ridiculisent leurs calomnies sur la dictature du prolétariat : si, comme le dit Marchais, c'est une sorte de dictature fasciste, pourquoi les gens du peuple que nous voyons s'expriment-ils sur tous les sujets avec tant de naturel, de spontanéité, d'intelligence prolétarienne ? Est-ce par hypocrisie forcée ?

Le succès des films d'Ivens est un échec politique pour le PCF. Dès leur sortie, sa presse s'est empressée de dire que ces films étaient les moins intéressants qu'il ait tournés. Ainsi, la Vie ouvrière pense qu'ils

**AFFICHEZ
L'H.R.**



Hopital H. Mondor (Créteil)

LA CGT ET LA CULTURE

Un tract «Loisirs et culture CGT» a été distribué à l'hôpital Henri Mondor. Qu'annonçait ce tract ? Un film sur une grève ? Une pièce de théâtre réalisée par le personnel pour expliquer ses revendications ? Pas du tout. La CGT fait tout simplement de la publicité pour le chanteur Pagani, avec des critiques de presse dont celle de «L'Humanité».

Une fois encore nous voyons que la CGT et le PCF n'appellent pas à une culture qui retracerait les revendications, les luttes et les objectifs de la classe ouvrière ; ils se contentent de faire de la publicité pour des spectacles bourgeois.

Ce tract annonce aussi une pièce de «William Shakespeare»... : «La nuit des rois». Le moins que l'on puisse dire c'est que ce n'est guère un théâtre populaire !

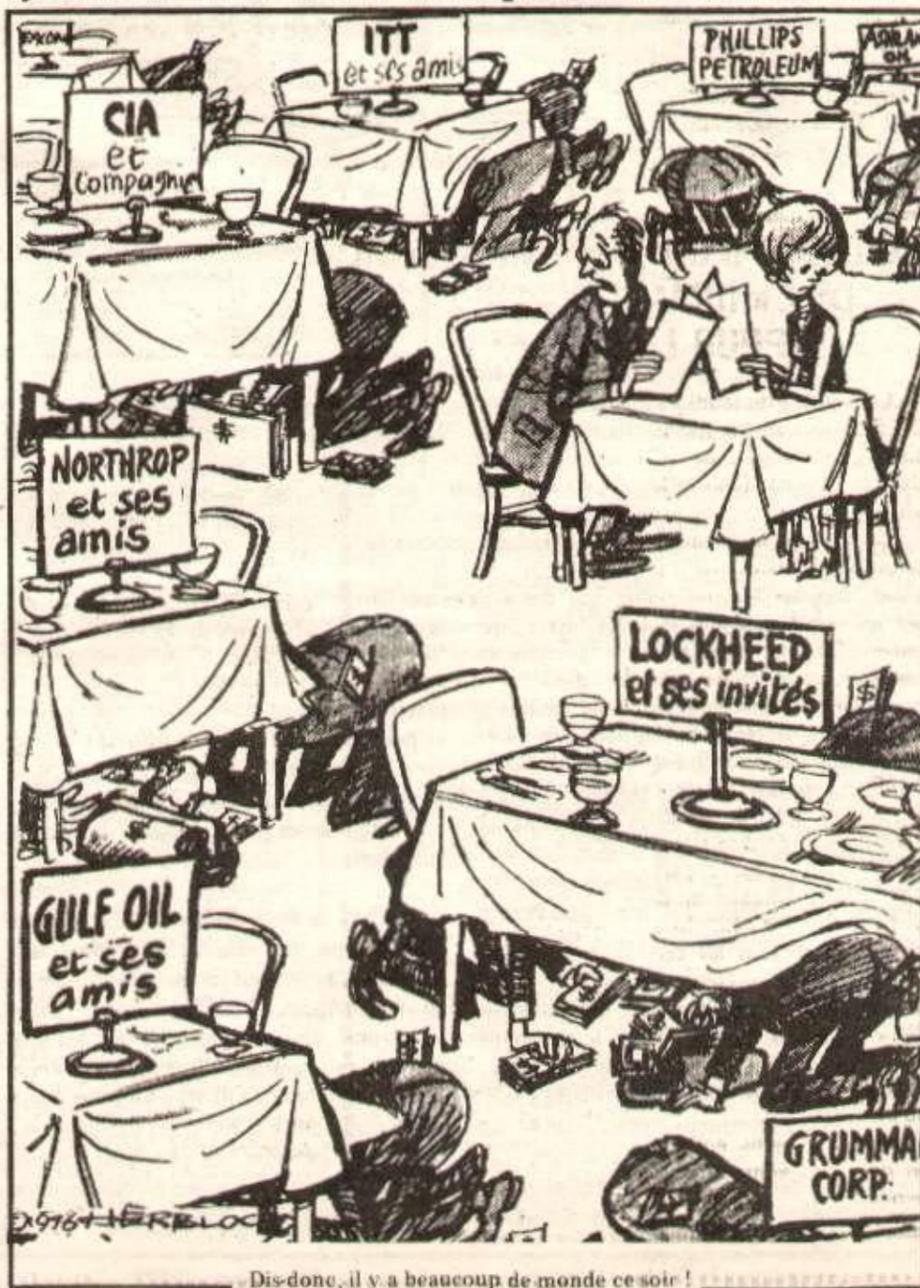
Et en plus cette pièce se joue à la Maison des Arts de Créteil où il y a eu une manifestation du personnel pour protester contre le risque de licenciements : le tract reste silencieux sur cet événement. Aucun appel de soutien n'y est mentionné : au contraire la CGT recommande les spectacles de la Maison des Arts !

Ceci ne fait que confirmer que pour les révisionnistes la culture prolétarienne ne doit pas exister. Pourtant nous avons vu durant le 14 février que ce domaine devient un bon outil pour la lutte de classes lorsque les travailleurs le prennent en main.

«Lequel Herbert Pagani se répand en déclarations sionistes à la radio et à la télévision, ce qui ne l'empêche pas de passer pour un des chanteurs officiels du PCF.»

Un lecteur.

Vu par Guardian (journal américain indépendant et radical)



Dis-donc, il y a beaucoup de monde ce soir !

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans quatre salles :

— St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5^e (métro St-Michel) - tél : 033 50 91 ;— Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5^e (métro St-Michel) - tél : 033 35 40 ;— Git-le-Cœur : 12 rue Git-le-Cœur - 6^e (métro St-Michel) - tél : 326 80 25 ;— St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6^e (métro St-Michel) - tél : 326 48 18

L'Humanité Rouge

document

Une menace sur l'Europe, le social-impérialisme russe (3)

Intenses préparatifs de guerre à l'Est

Malgré la célébration lyrique de la «détente» par les chantres soviétiques dont, selon eux, «toute nation grande ou petite tirera bénéfice», l'inquiétude grandit en Occident et dans le monde sur les intentions réelles de l'URSS envers la paix mondiale. De plus en plus de voix osent désormais s'élever, ici et là, pour s'interroger à voix haute, se demandant si, au fond, la «détente» ne servirait pas plutôt uniquement les intérêts d'une super-

puissance, l'Union soviétique.

A tel point qu'à la tribune du 25e Congrès du PCUS, Brejnev, agacé, a dû protester hypocritement : «L'URSS ne menace naturellement personne, ni à l'Est ni à l'Ouest... La prétendue menace soviétique n'est qu'un monstrueux mensonge. L'URSS n'a l'intention d'attaquer personne ; l'URSS n'a pas besoin de guerre.» Les faits les plus irréfutables témoignent du contraire.

Evoquant la politique des anciens tsars, Marx disait :

«L'ours russe est, lui aussi, capable de tout ; en particulier tant qu'il sait que ses concurrents, les autres animaux, ne sont capables de rien.» C'est cette même politique qu'applique la clique du Kremlin. Comme les anciens tsars, elle a le fétichisme des armes et l'URSS toute entière résonne du bruit des bottes et du cliquetis des armes.

A plusieurs reprises déjà, dans nos colonnes, nous avons publié des chiffres éloquents sur la militarisation de l'économie soviétique, le formidable potentiel militaire qui s'accumule à l'Est. Il faut recommencer car ces chiffres ne sont déjà plus les mêmes et doivent être révisés, dans le sens de la hausse toujours.

Toujours au 25e Congrès, Brejnev s'est exclamé que «l'humanité était lasse de vivre sur les armes qui s'amoncellent». Mais curieusement, pour la fin du 9e plan quinquennal russe et la préparation du 10e, l'accent est mis sur la «signification première de l'industrie lourde... qui constitue la base pour accroître la puissance de la défense et équiper l'armée de terre et la marine de la technologie et des armes les plus modernes et les meilleures.» On se demande vraiment pourquoi, si la «détente» se porte aussi bien que l'affirme le Kremlin !

intercontinentaux sont passés de 224 à 1 600, les ogives et bombes nucléaires de 450 à 2 500.

Faut-il rappeler au passage que depuis le fameux traité de Moscou sur la «limitation» partielle des armes nucléaires, chacune des superpuissances a procédé officiellement à plus de 300 essais nucléaires chacune ?

Le nombre des forces armées est aussi passé de 3,4 à 4,4 millions d'hommes, soit de 141 divisions à 168.

L'ACCROISSEMENT CONSIDÉRABLE DES FORCES NAVALES SOVIÉTIQUES

Un énorme effort est également accompli sur le plan naval. De 1964 à 1974, l'URSS a construit 249 bâtiments de guerre de grandes dimensions. Il y a dix ans, 5 bâtiments de guerre soviétiques croisaient par jour en moyenne dans la Méditerranée. On

De la Turquie à l'est, jusqu'au Portugal à l'ouest, tous les pays longeant les côtes méditerranéennes figurent sur la liste des objectifs que vise l'offensive soviétique.

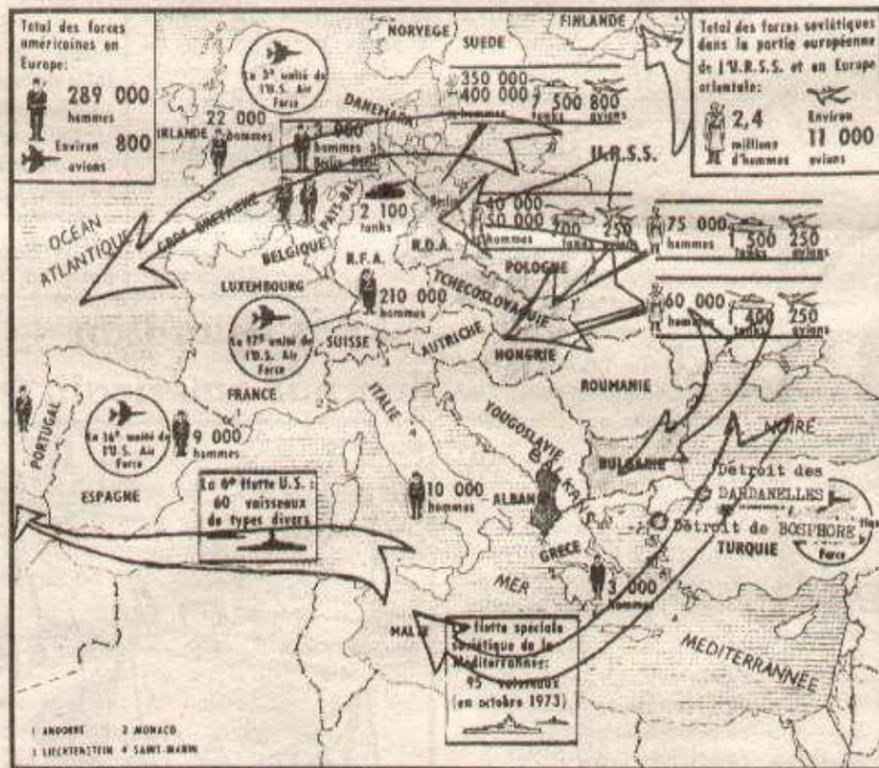
L'URSS vient en outre d'établir un commandement pour l'Europe du Sud au sein du Pacte de Varsovie. Elle a formé un corps d'armée spécial pour l'Europe du Sud, ambitionne toujours de pouvoir ouvrir en temps opportun une route terrestre vers l'Adriatique. Pour cela et pour acquérir une mobilité plus importante encore de ses troupes, de son matériel et même de ses missiles nucléaires, l'état-major soviétique s'emploie activement à normaliser les chemins de fer à voie étroite dans les pays de l'Est, améliore routes et canaux, en construit de nouveaux, agrandit ses aéroports et ses dépôts.

Il ne néglige pas pour autant de s'activer en Europe du Nord, le contrôle des pôles et particulièrement du pôle Nord, constituant aujourd'hui un élément stratégique de première importance. Pour cela, la flotte soviétique multiplie les incursions dans les eaux territoriales, et même les fjords qui remontent loin à l'intérieur des terres, des pays scandinaves. Leur fréquence et leur arrogance sont telles que le Danemark vient d'adopter une loi ordonnant de tirer sans sommation sur tout navire de guerre étranger pénétrant dans les eaux territoriales du pays.

L'objet de cet espionnage à grande échelle est de tester les capacités de défense des pays scandinaves, d'accumuler les renseignements sur leur possibilité de riposte. Est-ce là la marque d'une politique militaire «défensive» ? C'est ainsi que dans l'état actuel des faits, l'URSS estime pouvoir occuper la Norvège en 24 heures, ce qui lui permettrait aussitôt de contrôler la sortie de la mer Baltique, l'Atlantique Nord et les voies d'accès au pôle.

Tous ces faits sont des preuves accablantes et dénoncent crûment les intentions belliqueuses et agressives de la politique soviétique. Avec la complicité hésitante des USA qui commencent à flaire le piège qui leur est tendu «l'opération détente» ne vise pas d'autre but que de couvrir les préparatifs intensifs de guerre qui se déroulent en URSS. La plupart des gouvernements bourgeois européens ont accepté de fermer les yeux sur cette réalité en allant s'asseoir à la table de conférence d'Helsinki, en acceptant de rogner leur budget de défense nationale dans le contexte de la crise économique. Comme la Grande-Bretagne qui l'a amputé de 12 %. Comme la France où le budget de la Défense par rapport au Produit national brut baisse régulièrement depuis 1953.

Pourtant, un peu partout en Europe, la conscience de la menace soviétique grandit avec le danger qu'elle représente.



Concentration ces dernières années des forces agressives soviétiques de l'Europe de l'Est... et prise en étau de l'Europe de l'Ouest par la flotte sociale-impérialiste.

LE PLUS IMPORTANT BUDGET MILITAIRE DU MONDE

Il est bien connu que les chiffres des dépenses militaires publiés par l'URSS sont tous faux; ils ne correspondent qu'à une petite partie des dépenses réelles. D'après des sources sérieuses, on estime que les dépenses militaires de l'URSS en 1975 ont représenté environ 20 % du revenu national et de 35 à 40 % des dépenses budgétaires de l'Etat. Ce budget militaire dépasse ainsi de 30 % celui de son rival américain et se situe à la première place dans le monde.

D'après l'ancien secrétaire d'Etat américain à la Défense Schlesinger, de l'avis général, très bien informé, «l'URSS dépense 60 % de plus que les USA dans le domaine des missiles nucléaires stratégiques et des bombardiers.»

Environ 60 % des entreprises industrielles et 3,5 millions d'ouvriers soviétiques sont liés, de près ou de loin, à la production militaire.

Des armes, Brejnev n'est manifestement pas «las» d'en accumuler. En terme de nombres moyens enregistrés ces dernières années, les tanks produits par l'URSS sont 6 fois plus nombreux qu'aux USA, les canons 9 fois, les chasseurs 4 fois. Les nouveaux avions tactiques atteignent le nombre de 2 000, les missiles nucléaires

Ce gigantesque potentiel militaire est également totalement refondu dans sa conception. De purement défensive autrefois, alors que l'URSS était encore socialiste, la stratégie militaire soviétique a été totalement repensée en fonction d'une agression sur l'Europe de l'Ouest. Son offensive pour la domination économique et politique de l'Europe de l'Ouest s'appuie sur une pression militaire accrue qui, tout en les inquiétant manifestement, impressionne les gouvernements bourgeois européens.

L'URSS a ainsi déployé aux frontières de l'Europe de l'Ouest une force qui dépasse largement les forces conventionnelles occidentales. 2 000 nouveaux chars russes ont ainsi été affectés en Europe centrale au cours des 18 derniers mois. La puissance globale de l'URSS en chars étant de 19 000 contre 6 500 chars occidentaux. 100 000 hommes de troupes supplémentaires ont été récemment répartis dans les pays d'Europe de l'Est.

en compte aujourd'hui 50 à 60. La puissance de la flotte de guerre soviétique déployée en permanence en Méditerranée a ainsi dépassé celle de la 6e flotte américaine.

Cet accroissement considérable est l'application de la stratégie d'encercllement de l'Europe occidentale par ses flancs sud et nord, selon la stratégie de la «prise en tenailles». Le Traité d'Helsinki sur la «Conférence de l'insécurité» en Europe était à peine signé que déjà l'URSS entamait une série de manœuvres militaires maritimes dans la mer de Norvège, la mer du Nord, la Méditerranée et la région atlantique.

L'offensive récente qu'elle a déclenchée en Afrique, par le biais de l'agression contre l'Angola, vise principalement à paralyser l'Europe en cas d'urgence. N'oublions pas que 80 % du pétrole et 70 % des matériels stratégiques dont l'OTAN a besoin sont transportés dans les eaux qui longent la côte africaine.

La Méditerranée est aussi un secteur vital pour les projets agressifs de l'URSS.